

Considérons d'abord la structure changeante de la demande pour les produits canadiens. Comme je l'ai déclaré à la Chambre dernièrement, nos exportations ont constitué une force extrêmement dynamique dans l'économie cette année. Les derniers chiffres, pour septembre, indiquent une certaine baisse du très haut niveau atteint plus tôt cette année, mais les exportations continuent à s'élever bien au-dessus des chiffres du dernier trimestre de 1969. Nos ventes aux pays autres que les États-Unis ont été des plus fermes pendant les neuf mois. Même, sur une base dessaisonnalisée, nos ventes aux autres pays dépassent de 14 p. 100 celles de l'année dernière.

Il est évident que l'un des faits les plus importants pour le Canada des années 70 et 80 sera l'augmentation de la demande de nos voisins des trois côtés -- les États-Unis, l'Europe occidentale et le Japon -- en matériaux industriels et approvisionnements d'énergie. Il y a dix ans, très peu de gens prévoyaient la signature de contrats à long terme pour l'expédition de charbon au Japon et la nécessité d'aménager un nouveau port pour exécuter ces contrats -- ce qui vous touche particulièrement; on ne s'attendait pas non plus alors à étudier les implications économiques et écologiques de la pose d'un pipeline du delta du Mackenzie aux marchés du Sud. Rares ceux qui tenaient compte de la perspective d'une pénurie d'énergie aux États-Unis et des conséquences de cette pénurie sur la demande de pétrole et de gaz canadiens.

Il y a aussi, évidemment, des événements défavorables; par exemple, les restrictions imposées par les États-Unis sur notre huile et notre uranium. Aussi, la décision du Gouvernement britannique en vertu de dispositions de mise en valeur régionale, de persuader plusieurs sociétés importantes d'aluminium, dont une société canadienne, d'établir des aménagements de production d'aluminium au Royaume-Uni plutôt que de continuer à acheter du Canada une quantité croissante d'aluminium. Manifestement, cela aura une certaine répercussion sur nos ventes à la Grande-Bretagne, et il est d'autant plus important qu'au cours des négociations ayant pour but l'entrée de la Grande-Bretagne dans la Communauté économique européenne, nos amis britanniques recherchent la suppression du tarif extérieur commun sur ce sujet.

Néanmoins, je pense qu'il y aura une demande croissante de nos matières premières et de nos sources d'énergie. Je crois également qu'au cours des années 70, la mise en valeur et l'exportation des matières premières et des ressources énergétiques du Canada constitueront l'un des moteurs de l'économie canadienne. Il me semble que nous sommes fondés à répondre à ces demandes du moment que nous sommes assurés d'un prix équitable et que nous nous réservons des approvisionnements suffisants pour pourvoir à nos besoins.

C'est dans ce cadre de concurrence pour l'obtention de nos ressources que nous devons évaluer le rôle changeant de l'industrie de fabrication dans l'économie canadienne. Je sais qu'il est assez banal de signaler la croissance des industries secondaires et des produits finis dans la production et les exportations canadiennes. C'est peut-être également un lieu commun que de répéter que nous avons besoin de plus d'industries de fabrication au Canada pour créer le nombre d'emplois nécessaires à notre main-d'oeuvre qui s'accroît plus rapidement que celle d'aucune autre nation industrielle. Ces emplois ne seront pas fournis par les industries d'extraction où le capital est le facteur de première importance.

Mais la nature et le champ d'action du secteur de fabrication dans le commerce d'un pays comme le Canada doivent être attentivement évalués.